

**CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE**

14 janvier 2004

PROPOSITION DE LOI

modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 afin d'instaurer la déductibilité des frais d'abonnement scolaire de transport en commun des enfants à charge du contribuable

(déposée par M. Jacques Chabot, Mme Colette Burgeon, Monsieur Alain Mathot et Mme Annick Saudoyer)

RÉSUMÉ

Les auteurs de la présente proposition entendent modifier le Code des impôts sur les revenus 1992 afin de rendre déductibles des revenus imposables les frais d'abonnement scolaire à un transport public en commun dont bénéficient les enfants à charge du contribuable.

**BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS**

14 januari 2004

WETSVOORSTEL

tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 teneinde de uitgaven voor een schoolabonnement op het openbaar vervoer voor kinderen ten laste van de belastingplichtige fiscaal aftrekbaar te maken

(ingediend door de heer Jacques Chabot, mevrouw Colette Burgeon, de heer Alain Mathot en mevrouw Annick Saudoyer)

SAMENVATTING

De indieners van dit wetsvoorstel willen het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 wijzigen opdat de belastingplichtigen de kosten van een schoolabonnement op het openbaar vervoer van hun kinderen ten laste kunnen aftrekken van hun belastbaar inkomen.

<i>cdH</i>	:	<i>Centre démocrate Humaniste</i>
<i>CD&V</i>	:	<i>Christen-Democratisch en Vlaams</i>
<i>ECOLO</i>	:	<i>Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales</i>
<i>FN</i>	:	<i>Front National</i>
<i>MR</i>	:	<i>Mouvement Réformateur</i>
<i>N-VA</i>	:	<i>Nieuw - Vlaamse Alliantie</i>
<i>PS</i>	:	<i>Parti socialiste</i>
<i>sp.a - spirit</i>	:	<i>Socialistische Partij Anders - Sociaal progressief internationaal, regionalistisch integraal democratisch toekomstgericht.</i>
<i>VLAAMS BLOK</i>	:	<i>Vlaams Blok</i>
<i>VLD</i>	:	<i>Vlaamse Liberalen en Democraten</i>

Abréviations dans la numérotation des publications :

DOC 51 0000/000 : Document parlementaire de la 51e législature,
 suivi du n° de base et du n° consécutif
QRVA : Questions et Réponses écrites
CRIV : Compte Rendu Intégral, avec à gauche, le
 compte rendu intégral et, à droite, le compte
 rendu analytique traduit des interventions (sur
 papier blanc, avec les annexes)
CRIV : Version Provisoire du Compte Rendu intégral
 (sur papier vert)
CRABV : Compte Rendu Analytique (sur papier bleu)
PLEN : Séance plénière (couverture blanche)
COM : Réunion de commission (couverture beige)

Afkortingen bij de nummering van de publicaties :

DOC 51 0000/000 : Parlementair document van de 51e zittingsperiode +
 basisnummer en volgnummer
QRVA : Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV : Integraal Verslag, met links het definitieve integraal
 verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de
 toespraken (op wit papier, bevat ook de bijlagen)
CRIV : Voorlopige versie van het Integraal Verslag (op groen
 papier)
CRABV : Beknopt Verslag (op blauw papier)
PLEN : Plenum (witte kaft)
COM : Commissievergadering (beige kaft)

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants

Commandes :
 Place de la Nation 2
 1008 Bruxelles
 Tél. : 02/ 549 81 60
 Fax : 02/549 82 74
www.laChambre.be
e-mail : publications@laChambre.be

Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers

Bestellingen :
 Natieplein 2
 1008 Brussel
 Tel. : 02/ 549 81 60
 Fax : 02/549 82 74
www.deKamer.be
e-mail : publicaties@deKamer.be

DEVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Les études occasionnent pour les parents des charges financières importantes. Parmi celles-ci, les frais d'abonnement scolaire de transport en commun exposés pour les enfants à charge du contribuable constituent un coût important, et ce pendant toute l'année scolaire ou académique.

Dès lors, dans certains cas, l'importance des frais liés à la distance éloignée entre le domicile et l'établissement scolaire peut conduire des étudiants à s'orienter vers d'autres études, soit moins longues, soit à proximité du domicile, avec parfois, un degré moindre de qualification à la clé.

Par ailleurs, il est regrettable que la charge financière liée aux déplacements entre le domicile et l'établissement scolaire constitue encore pour certains un obstacle au libre choix de l'établissement scolaire.

Jacques CHABOT (PS)
Colette BURGEON (PS)
Alain MATHOT (PS)
Annick SAUDOYER (PS)

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Wie studerende kinderen heeft, moet diep in zijn zak tasten. Onder meer de kosten van het school-abonnement op het openbaar vervoer voor de kinderen ten laste van de belastingplichtige wegen zwaar door, een heel school- of academiejaar lang.

Aangezien de afstand tussen de woonplaats en de onderwijsinstelling aanzienlijke vervoerkosten kan teweegbrengen, is het in bepaalde gevallen niet ondenkbaar dat studenten opteren voor een andere, kortere studie, of een studie die ze in de buurt kunnen volgen, ook al levert die hen soms een minder hoge scholingsgraad op.

Tevens is het betreurenswaardig dat de financiële last van de verplaatsingen tussen de woonplaats en de onderwijsinstelling voor sommigen nog steeds de vrije keuze van een onderwijsinstelling in de weg staat.

PROPOSITION DE LOI**Article 1^{er}**

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution

Art. 2

À l'article 104, du Code des impôts sur les revenus 1992, le 10°, abrogé par la loi du 28 décembre 1992, est rétabli dans la rédaction suivante :

«10° les frais d'abonnement scolaire à un transport public en commun exposés pour chacun des enfants à charge du contribuable.».

3 décembre 2003

Jacques CHABOT (PS)
Colette BURGEON (PS)
Alain MATHOT (PS)
Annick SAUDOYER (PS)

WETSVOORSTEL**Artikel 1**

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

In artikel 104 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 wordt onderdeel 10°, opgeheven bij de wet van 28 december 1992, hersteld in de volgende lezing:

«10° de uitgaven voor schoolabonnementen op het openbaar vervoer voor een of meer kinderen ten laste van de belastingplichtige.».

3 december 2003

ANNEXE

BIJLAGE

TEXTE DE BASE**Code des impôts sur les revenus 1992****A. Généralités****Art. 104**

Les dépenses suivantes sont déduites de l'ensemble des revenus nets dans les limites et aux conditions prévues aux [articles 107 à 116] dans la mesure où elles ont été effectivement payées au cours de la période imposable:

1° 80 p.c. des rentes régulièrement payées par le contribuable à des personnes qui ne font pas partie de son ménage, lorsque celles-ci leur sont payées en exécution d'une obligation résultant des articles 203, 203bis, 205, 205bis, 206, 207, 213, 221, 223, 301, 303, 306, 307, 307bis, 308, 311bis, 334, 336, 339bis, 364, 370, 475bis ou 475quinquies du Code civil et des articles 1258, 1271, 1280, 1288 ou 1306 du Code judiciaire, ainsi que 80 p.c. des capitaux tenant lieu de telles rentes. [Toutefois, les rentes payées pour les enfants pour lesquels l'application de l'article 132bis a été demandée ne sont pas déductibles;]

2° 80 p.c. des rentes ou rentes complémentaires dues par le contribuable aux conditions fixées au 1°, mais qui sont payées après la période imposable au cours de laquelle elles sont dues et ce, en exécution d'une décision judiciaire qui en a fixé ou augmenté le montant avec effet rétroactif. [Toutefois, les rentes payées pour les enfants pour lesquels l'application de l'article 132bis a été demandée pour un exercice d'imposition antérieur ne sont pas déductibles;]

3° les libéralités faites en argent:

a) aux universités ou aux centres universitaires belges, aux établissements assimilés aux universités en vertu des lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires [...];

b) aux académies royales, au Fonds national de la recherche scientifique [...], ainsi qu'aux institutions de recherche scientifique agréées conjointement par le Ministre des Finances et par le Ministre qui a la politique et la programmation scientifique dans ses attributions [à l'exception des institutions qui sont directement liées à des partis ou à des listes politiques];

TEXTE DE BASE ADAPTÉ À LA PROPOSITION**Code des impôts sur les revenus 1992****A. Généralités****Art. 104**

Les dépenses suivantes sont déduites de l'ensemble des revenus nets dans les limites et aux conditions prévues aux [articles 107 à 116] dans la mesure où elles ont été effectivement payées au cours de la période imposable:

1° 80 p.c. des rentes régulièrement payées par le contribuable à des personnes qui ne font pas partie de son ménage, lorsque celles-ci leur sont payées en exécution d'une obligation résultant des articles 203, 203bis, 205, 205bis, 206, 207, 213, 221, 223, 301, 303, 306, 307, 307bis, 308, 311bis, 334, 336, 339bis, 364, 370, 475bis ou 475quinquies du Code civil et des articles 1258, 1271, 1280, 1288 ou 1306 du Code judiciaire, ainsi que 80 p.c. des capitaux tenant lieu de telles rentes. [Toutefois, les rentes payées pour les enfants pour lesquels l'application de l'article 132bis a été demandée ne sont pas déductibles;]

2° 80 p.c. des rentes ou rentes complémentaires dues par le contribuable aux conditions fixées au 1°, mais qui sont payées après la période imposable au cours de laquelle elles sont dues et ce, en exécution d'une décision judiciaire qui en a fixé ou augmenté le montant avec effet rétroactif. [Toutefois, les rentes payées pour les enfants pour lesquels l'application de l'article 132bis a été demandée pour un exercice d'imposition antérieur ne sont pas déductibles;]

3° les libéralités faites en argent:

a) aux universités ou aux centres universitaires belges, aux établissements assimilés aux universités en vertu des lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires [...];

b) aux académies royales, au Fonds national de la recherche scientifique [...], ainsi qu'aux institutions de recherche scientifique agréées conjointement par le Ministre des Finances et par le Ministre qui a la politique et la programmation scientifique dans ses attributions [à l'exception des institutions qui sont directement liées à des partis ou à des listes politiques];

BASISTEKST**Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992****A. Algemeen****Art. 104**

Binnen de grenzen en onder de voorwaarden bepaald in de [artikelen 107 tot 116], worden van het totale netto-inkomen de volgende bestedingen afgetrokken, in zover zij in het belastbare tijdperk werkelijk zijn betaald:

1° 80 pct. van de uitkeringen die de belastingplichtige regelmatig heeft betaald aan personen die niet deel uitmaken van zijn gezin, wanneer ze zijn betaald ter uitvoering van een verplichting op grond van de artikelen 203, 203bis, 205, 205bis, 206, 207, 213, 221, 223, 301, 303, 306, 307, 307bis, 308, 311bis, 334, 336, 339bis, 364, 370, 475bis of 475quinquies van het Burgerlijk Wetboek en van de artikelen 1258, 1271, 1280, 1288 of 1306 van het Gerechtelijk Wetboek, zomede 80 pct. van de kapitalen die zulke uitkeringen vervangen. [Evenwel zijn de uitkeringen betaald voor de kinderen voor welke de toepassing van artikel 132bis werd gevraagd, niet aftrekbaar;]

2° 80 pct. van de uitkeringen of de aanvullende uitkeringen die de belastingplichtige verschuldigd is volgens de voorwaarden bepaald in 1°, doch die na het belastbare tijdperk waarop zij betrekking hebben betaald worden ter uitvoering van een gerechtelijke beslissing waarbij het bedrag ervan met terugwerkende kracht wordt vastgesteld of verhoogd. [Evenwel zijn de uitkeringen betaald voor de kinderen voor welke voor een vorig aanslagjaar de toepassing van artikel 132bis werd gevraagd, niet aftrekbaar;]

3° giften in geld:

a) aan Belgische universiteiten of universitaire centra, aan instellingen die met universiteiten zijn gelijkgesteld krachtens de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens [...];

b) aan koninklijke academiën, aan het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek, [...], zomede aan instellingen voor wetenschappelijk onderzoek die erkend zijn door de Minister van Financiën en door de Minister tot wiens bevoegdheid het beleid en de programmatie inzake wetenschap behoren [, uitgezonderd de instellingen die rechtstreeks verbonden zijn met een politieke partij of lijst];

BASISTEKST AANGEPAST AAN HET VOORSTEL**Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992****A. Algemeen****Art. 104**

Binnen de grenzen en onder de voorwaarden bepaald in de [artikelen 107 tot 116], worden van het totale netto-inkomen de volgende bestedingen afgetrokken, in zover zij in het belastbare tijdperk werkelijk zijn betaald:

1° 80 pct. van de uitkeringen die de belastingplichtige regelmatig heeft betaald aan personen die niet deel uitmaken van zijn gezin, wanneer ze zijn betaald ter uitvoering van een verplichting op grond van de artikelen 203, 203bis, 205, 205bis, 206, 207, 213, 221, 223, 301, 303, 306, 307, 307bis, 308, 311bis, 334, 336, 339bis, 364, 370, 475bis of 475quinquies van het Burgerlijk Wetboek en van de artikelen 1258, 1271, 1280, 1288 of 1306 van het Gerechtelijk Wetboek, zomede 80 pct. van de kapitalen die zulke uitkeringen vervangen. [Evenwel zijn de uitkeringen betaald voor de kinderen voor welke de toepassing van artikel 132bis werd gevraagd, niet aftrekbaar;]

2° 80 pct. van de uitkeringen of de aanvullende uitkeringen die de belastingplichtige verschuldigd is volgens de voorwaarden bepaald in 1°, doch die na het belastbare tijdperk waarop zij betrekking hebben betaald worden ter uitvoering van een gerechtelijke beslissing waarbij het bedrag ervan met terugwerkende kracht wordt vastgesteld of verhoogd. [Evenwel zijn de uitkeringen betaald voor de kinderen voor welke voor een vorig aanslagjaar de toepassing van artikel 132bis werd gevraagd, niet aftrekbaar;]

3° giften in geld:

a) aan Belgische universiteiten of universitaire centra, aan instellingen die met universiteiten zijn gelijkgesteld krachtens de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens [...];

b) aan koninklijke academiën, aan het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek, [...], zomede aan instellingen voor wetenschappelijk onderzoek die erkend zijn door de Minister van Financiën en door de Minister tot wiens bevoegdheid het beleid en de programmatie inzake wetenschap behoren [, uitgezonderd de instellingen die rechtstreeks verbonden zijn met een politieke partij of lijst];

- c) aux centres publics d'aide sociale [...];
- d) aux institutions culturelles dont la zone d'influence s'étend à l'une des communautés ou au pays tout entier et qui sont agréées par le Roi [...];
- e) aux institutions qui assistent les victimes de la guerre, les handicapés, les personnes âgées, les mineurs d'âge protégés ou les indigents et qui, après avis des organismes consultatifs de l'Etat ou des Communautés qui ont cette assistance dans leurs compétences, sont agréées par les organes compétents de l'Etat ou des Communautés dont relèvent ces institutions et, pour l'application de la loi fiscale, par le Ministre des Finances;
- f) [à la Croix-Rouge de Belgique, à la Fondation Roi Baudouin et au Centre Européen pour Enfants Disparus et Sexuellement Exploités – Belgique – Fondation de droit belge;]
- g) à la Caisse nationale des Calamités au profit du Fonds national des Calamités publiques ou du Fonds national des Calamités agricoles, aux Fonds provinciaux des Calamités, ainsi qu'aux institutions qui sont créées en vue de venir en aide aux victimes de calamités justifiant l'application de la loi relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles et qui sont agréées comme telles par le Ministre des Finances;
- h) aux ateliers protégés qui, en exécution de la législation concernant le reclassement social des handicapés, sont créés ou agréés par l'Exécutif ou l'organisme compétent;
- i) [aux institutions qui s'attachent à la conservation de la nature ou à la protection de l'environnement et qui sont agréées comme telles par le Ministre des Finances et par le Ministre qui a l'environnement dans ses attributions;]
- j) aux institutions qui ont pour but la conservation ou la protection des monuments et sites dont la zone d'influence s'étend au pays tout entier, à l'une des régions ou à la Communauté germanophone, et qui sont agréées par le Roi;]
- j) aux ASBL qui ont pour objet la gestion de refuges pour animaux ayant reçu l'agrération prévue par l'article 5 de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux et répondant aux conditions fixées par le Roi sur proposition du ministre des Finances.]
- 4° les libéralités faites en argent aux institutions qui assistent les pays en voie de développement et qui sont agréées comme telles par le Ministre des Finances et par le Ministre qui a la coopération au développement dans ses attributions;[4°bis les libéralités faites en argent aux associations et institutions qui aident les victimes d'accidents industriels majeurs et qui sont c) aux centres publics d'aide sociale [...];
- d) aux institutions culturelles dont la zone d'influence s'étend à l'une des communautés ou au pays tout entier et qui sont agréées par le Roi [...];
- e) aux institutions qui assistent les victimes de la guerre, les handicapés, les personnes âgées, les mineurs d'âge protégés ou les indigents et qui, après avis des organismes consultatifs de l'Etat ou des Communautés qui ont cette assistance dans leurs compétences, sont agréées par les organes compétents de l'Etat ou des Communautés dont relèvent ces institutions et, pour l'application de la loi fiscale, par le Ministre des Finances;
- f) [à la Croix-Rouge de Belgique, à la Fondation Roi Baudouin et au Centre Européen pour Enfants Disparus et Sexuellement Exploités – Belgique – Fondation de droit belge;]
- g) à la Caisse nationale des Calamités au profit du Fonds national des Calamités publiques ou du Fonds national des Calamités agricoles, aux Fonds provinciaux des Calamités, ainsi qu'aux institutions qui sont créées en vue de venir en aide aux victimes de calamités justifiant l'application de la loi relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles et qui sont agréées comme telles par le Ministre des Finances;
- h) aux ateliers protégés qui, en exécution de la législation concernant le reclassement social des handicapés, sont créés ou agréés par l'Exécutif ou l'organisme compétent;
- i) [aux institutions qui s'attachent à la conservation de la nature ou à la protection de l'environnement et qui sont agréées comme telles par le Ministre des Finances et par le Ministre qui a l'environnement dans ses attributions;]
- j) aux institutions qui ont pour but la conservation ou la protection des monuments et sites dont la zone d'influence s'étend au pays tout entier, à l'une des régions ou à la Communauté germanophone, et qui sont agréées par le Roi;]
- j) aux ASBL qui ont pour objet la gestion de refuges pour animaux ayant reçu l'agrération prévue par l'article 5 de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux et répondant aux conditions fixées par le Roi sur proposition du ministre des Finances.]
- 4° les libéralités faites en argent aux institutions qui assistent les pays en voie de développement et qui sont agréées comme telles par le Ministre des Finances et par le Ministre qui a la coopération au développement dans ses attributions;[4°bis les libéralités faites en argent aux associations et institutions qui aident les victimes d'accidents industriels majeurs et qui sont

c) aan openbare centra voor maatschappelijk welzijn [...];

d) aan culturele instellingen waarvan het invloedsgebied één van de gemeenschappen of het gehele land bestrijkt en die door de Koning erkend zijn [...];

e) aan instellingen die de oorlogsslachtoffers, de minder-validen, de bejaarden, de beschermde minderjarigen of de behoeftigen bijstaan en die, na advies van de raadgevende instellingen van de Staat of van de Gemeenschappen tot wiens bevoegdheid die bijstand behoort, worden erkend door de bevoegde organen van de Staat of van de Gemeenschappen waaronder die instellingen ressorteren en, voor de toepassing van de belastingwet, door de Minister van Financiën;

f) [aan het Rode Kruis van België, aan de Koning Boudewijnstichting en aan het Europees Centrum voor Vermiste en Seksueel Uitgebuite Kinderen – België – Stichting naar Belgisch recht;]

g) aan de Nationale Kas voor Rampenschade ten bate van het Nationaal Fonds voor Algemene Rampen of van het Nationaal Fonds voor Landbouwrampen, aan de provinciale rampenfondsen, evenals aan instellingen voor hulpverlening aan slachtoffers van rampen die de toepassing rechtvaardigen van de wet betreffende het herstel van schade veroorzaakt aan private goederen door natuurrampen, en die hiertoe zijn erkend door de Minister van Financiën;

h) aan beschutte werkplaatsen die, ter uitvoering van de wetgeving betreffende de sociale reclassering van de minder-validen, opgericht of erkend zijn door de Executieve of door de bevoegde instelling;

i) [aan instellingen die zich bezighouden met het natuurbehoud of de bescherming van het leefmilieu en die als dusdanig erkend zijn door de Minister van Financiën en de Minister tot wiens bevoegdheid het leefmilieu behoort;]

j) aan instellingen die het behoud of de zorg voor monumenten en landschappen ten doel hebben, waarvan het invloedsgebied het gehele land, één van de gewesten of de Duitstalige Gemeenschap bestrijkt en die door de Koning erkend zijn;]

j) aan VZW's waarvan het doel erin bestaat dierenasielen te beheren, die de erkenning hebben gekregen bedoeld in artikel 5 van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren en die voldoen aan de voorwaarden door de Koning vastgesteld op voorstel van de minister van Financiën.]

4° giften in geld aan instellingen voor hulpverlening aan ontwikkelingslanden die als dusdanig erkend zijn door de Minister van Financiën en door de Minister tot wiens bevoegdheid de ontwikkelingssamenwerking behoort;[4°bis giften in geld aan door de Minister van Financiën en door de Minister van Buitenlandse Zaken erkende verenigingen en instellingen die hulp verlenen

c) aan openbare centra voor maatschappelijk welzijn [...];

d) aan culturele instellingen waarvan het invloedsgebied één van de gemeenschappen of het gehele land bestrijkt en die door de Koning erkend zijn [...];

e) aan instellingen die de oorlogsslachtoffers, de minder-validen, de bejaarden, de beschermde minderjarigen of de behoeftigen bijstaan en die, na advies van de raadgevende instellingen van de Staat of van de Gemeenschappen tot wiens bevoegdheid die bijstand behoort, worden erkend door de bevoegde organen van de Staat of van de Gemeenschappen waaronder die instellingen ressorteren en, voor de toepassing van de belastingwet, door de Minister van Financiën;

f) [aan het Rode Kruis van België, aan de Koning Boudewijnstichting en aan het Europees Centrum voor Vermiste en Seksueel Uitgebuite Kinderen – België – Stichting naar Belgisch recht;]

g) aan de Nationale Kas voor Rampenschade ten bate van het Nationaal Fonds voor Algemene Rampen of van het Nationaal Fonds voor Landbouwrampen, aan de provinciale rampenfondsen, evenals aan instellingen voor hulpverlening aan slachtoffers van rampen die de toepassing rechtvaardigen van de wet betreffende het herstel van schade veroorzaakt aan private goederen door natuurrampen, en die hiertoe zijn erkend door de Minister van Financiën;

h) aan beschutte werkplaatsen die, ter uitvoering van de wetgeving betreffende de sociale reclassering van de minder-validen, opgericht of erkend zijn door de Executieve of door de bevoegde instelling;

i) [aan instellingen die zich bezighouden met het natuurbehoud of de bescherming van het leefmilieu en die als dusdanig erkend zijn door de Minister van Financiën en de Minister tot wiens bevoegdheid het leefmilieu behoort;]

j) aan instellingen die het behoud of de zorg voor monumenten en landschappen ten doel hebben, waarvan het invloedsgebied het gehele land, één van de gewesten of de Duitstalige Gemeenschap bestrijkt en die door de Koning erkend zijn;]

j) aan VZW's waarvan het doel erin bestaat dierenasielen te beheren, die de erkenning hebben gekregen bedoeld in artikel 5 van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren en die voldoen aan de voorwaarden door de Koning vastgesteld op voorstel van de minister van Financiën.]

4° giften in geld aan instellingen voor hulpverlening aan ontwikkelingslanden die als dusdanig erkend zijn door de Minister van Financiën en door de Minister tot wiens bevoegdheid de ontwikkelingssamenwerking behoort;[4°bis giften in geld aan door de Minister van Financiën en door de Minister van Buitenlandse Zaken erkende verenigingen en instellingen die hulp verlenen

agrées comme telles par le Ministre des Finances et par le Ministre des Affaires étrangères;][4°ter les libéralités prévues à l'article 10, 1°, de la loi du 3 décembre 1999 relative à des mesures d'aide en faveur d'entreprises agricoles touchées par la crise de la dioxine;]

5° les libéralités faites aux musées de l'Etat et, sous condition d'affectation à leurs musées, les libéralités faites aux Communautés, aux Régions, aux provinces, aux communes, aux centres publics d'aide sociale [...]:

a) soit en argent;

b) [soit sous la forme d'œuvres d'art que le Ministre des Finances reconnaît, conformément à l'article 111, comme appartenant au patrimoine culturel mobilier du pays ou comme ayant une renommée internationale;]

6° 50 p.c. des rémunérations payées ou attribuées à un employé de maison, y compris les cotisations relatives à celles qui sont dues en vertu de la législation sociale;

7° [les dépenses] engagées pour la garde d'un ou de plusieurs enfants à charge du contribuable;

8° la moitié, avec un maximum de [25.000 EUR], de la partie non couverte par des subsides, des dépenses exposées par le propriétaire d'immeubles bâties, de parties d'immeubles bâties ou de sites classés conformément à la législation sur la conservation des Monuments et Sites et non donnés en location, en vue de leur entretien et de leur restauration, pour autant que ces immeubles, parties d'immeubles ou sites soient accessibles au public; le Roi règle l'exécution de la présente disposition et définit notamment ce qu'il y a lieu d'entendre, pour l'application de la loi fiscale, par «accessible au public»;

9° les intérêts d'emprunts hypothécaires contractés à partir du 1^{er} mai 1986, pour une durée minimum de dix ans;

10° [...];

11° [...].

[...]

agrées comme telles par le Ministre des Finances et par le Ministre des Affaires étrangères;][4°ter les libéralités prévues à l'article 10, 1°, de la loi du 3 décembre 1999 relative à des mesures d'aide en faveur d'entreprises agricoles touchées par la crise de la dioxine;]

5° les libéralités faites aux musées de l'Etat et, sous condition d'affectation à leurs musées, les libéralités faites aux Communautés, aux Régions, aux provinces, aux communes, aux centres publics d'aide sociale [...]:

a) soit en argent;

b) [soit sous la forme d'œuvres d'art que le Ministre des Finances reconnaît, conformément à l'article 111, comme appartenant au patrimoine culturel mobilier du pays ou comme ayant une renommée internationale;]

6° 50 p.c. des rémunérations payées ou attribuées à un employé de maison, y compris les cotisations relatives à celles qui sont dues en vertu de la législation sociale;

7° [les dépenses] engagées pour la garde d'un ou de plusieurs enfants à charge du contribuable;

8° la moitié, avec un maximum de [25.000 EUR], de la partie non couverte par des subsides, des dépenses exposées par le propriétaire d'immeubles bâties, de parties d'immeubles bâties ou de sites classés conformément à la législation sur la conservation des Monuments et Sites et non donnés en location, en vue de leur entretien et de leur restauration, pour autant que ces immeubles, parties d'immeubles ou sites soient accessibles au public; le Roi règle l'exécution de la présente disposition et définit notamment ce qu'il y a lieu d'entendre, pour l'application de la loi fiscale, par «accessible au public»;

9° les intérêts d'emprunts hypothécaires contractés à partir du 1^{er} mai 1986, pour une durée minimum de dix ans;

10° les frais d'abonnement scolaire à un transport public en commun exposés pour chacun des enfants à charge du contribuable;¹

11° [...].

[...]

¹ Art. 2

aan slachtoffers van zeer grote industriële ongevallen;][4° ter giften voorzien in artikel 10, 1°, van de wet van 3 december 1999 betreffende steunmaatregelen ten gunste van landbouwbedrijven getroffen door de dioxinecrisis;]

5° giften aan Rijksmusea en, op voorwaarde dat de giften voor hun musea worden bestemd, giften aan Gemeenschappen en Gewesten, provincies, gemeenten en de [...] openbare centra voor maatschappelijk welzijn:

a) ofwel in geld;

b) [ofwel in de vorm van kunstwerken waarvan de minister van Financiën overeenkomstig artikel 111 erkent dat zij behoren tot het roerend cultureel erfgoed van het land of dat zij internationale faam genieten;]

6° 50 pct. van de bezoldigingen betaald of toegekend aan een huisbediende met inbegrip van de op die bezoldigingen verschuldigde wettelijke sociale bijdragen;

7° [uitgaven] voor de oppas van één of meer kinderen ten laste van de belastingplichtige;8° de helft tot ten hoogste [25.000 EUR] van het niet door subsidies gedekte gedeelte van de uitgaven die de eigenaar van niet verhuurde gebouwde onroerende goederen, delen van gebouwde onroerende goederen of landschappen die zijn beschermd overeenkomstig de wetgeving op het behoud van Monumenten en Landschappen, heeft gedaan voor het onderhoud en de restauratie ervan, voor zover die onroerende goederen, delen van onroerende goederen of landschappen, voor het publiek toegankelijk zijn; de Koning bepaalt de wijze van uitvoering van deze bepaling en inzonderheid wat, voor de toepassing van de belastingwet, wordt verstaan onder «voor het publiek toegankelijk zijn»;

9° interest van hypothecaire leningen die vanaf 1 mei 1986 zijn gesloten met een looptijd van ten minste tien jaar;

10° [...];

11° [...].

[...]

aan slachtoffers van zeer grote industriële ongevallen;][4° ter giften voorzien in artikel 10, 1°, van de wet van 3 december 1999 betreffende steunmaatregelen ten gunste van landbouwbedrijven getroffen door de dioxinecrisis;]

5° giften aan Rijksmusea en, op voorwaarde dat de giften voor hun musea worden bestemd, giften aan Gemeenschappen en Gewesten, provincies, gemeenten en de [...] openbare centra voor maatschappelijk welzijn:

a) ofwel in geld;

b) [ofwel in de vorm van kunstwerken waarvan de minister van Financiën overeenkomstig artikel 111 erkent dat zij behoren tot het roerend cultureel erfgoed van het land of dat zij internationale faam genieten;]

6° 50 pct. van de bezoldigingen betaald of toegekend aan een huisbediende met inbegrip van de op die bezoldigingen verschuldigde wettelijke sociale bijdragen;

7° [uitgaven] voor de oppas van één of meer kinderen ten laste van de belastingplichtige;8° de helft tot ten hoogste [25.000 EUR] van het niet door subsidies gedekte gedeelte van de uitgaven die de eigenaar van niet verhuurde gebouwde onroerende goederen, delen van gebouwde onroerende goederen of landschappen die zijn beschermd overeenkomstig de wetgeving op het behoud van Monumenten en Landschappen, heeft gedaan voor het onderhoud en de restauratie ervan, voor zover die onroerende goederen, delen van onroerende goederen of landschappen, voor het publiek toegankelijk zijn; de Koning bepaalt de wijze van uitvoering van deze bepaling en inzonderheid wat, voor de toepassing van de belastingwet, wordt verstaan onder «voor het publiek toegankelijk zijn»;

9° interest van hypothecaire leningen die vanaf 1 mei 1986 zijn gesloten met een looptijd van ten minste tien jaar;

10° **de uitgaven voor schoolabonnementen op het openbaar vervoer voor een of meer kinderen ten laste van de belastingplichtige.**¹

11° [...].

[...]

¹ Art. 2